



## PROGRAMME CONTINENTAL D'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU (PIA)

### PROJET DE PREPARATION GCF MULTI-PAYS DE L'UNION AFRICAINE POUR L'ACCELERATION DES INVESTISSEMENTS EN EAU RESILIENTS AU CLIMAT EN AFRIQUE (AU AIP MULTI-COUNTRY GCF READINESS PROJECT)

#### TERMES DE REFERENCE DE RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) INDIVIDUEL(LE) POUR LA MISSION D'ELABORATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR DE L'EAU AU MALI

##### 1. Contexte du Programme Continental d'Investissement dans l'Eau en Afrique (AIP)

Le 6 septembre 2023, les Chefs d'État et de Gouvernement africains se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du **Programme Continental d'Investissement dans l'Eau en Afrique (AIP)**, dans le cadre de la Déclaration de Nairobi sur le Changement Climatique (Nairobi Declaration on Climate Change).

L'Afrique est hautement vulnérable au changement climatique, ce qui devrait avoir un impact significatif sur l'eau, avec une augmentation des sécheresses, des inondations, de la rareté de l'eau et des maladies hydriques. Malgré cette vulnérabilité marquée, de nombreux pays africains disposent d'une capacité limitée pour accéder aux financements climatiques destinés aux investissements stratégiques dans l'eau.

L'accès aux financements climatiques pour la sécurité de l'eau en Afrique est essentiel pour atteindre les objectifs de la Stratégie et du Plan d'Action de l'Union Africaine (UA) sur le Changement Climatique et le Développement Résilient (2022-2032) (AU Climate Change and Resilient Development Strategy and Action Plan), qui reconnaît la nécessité de renforcer les systèmes hydriques résilients au climat sous l'Axe 2: Adoption de trajectoires vers un développement résilient et transformateur face au climat.

Le Programme Continental d'Investissement dans l'Eau en Afrique (AIP) soutient la mise en œuvre de cette stratégie. L'AIP a été adopté lors de la 34<sup>e</sup> Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA le 7 février 2021, dans le cadre du Plan d'Action Prioritaire 2 du Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). La Stratégie de l'UA sur le Changement Climatique et le Développement Résilient (2022-2032) reconnaît l'AIP comme une initiative phare pour la transformation des systèmes hydriques.

La mise en œuvre des investissements en eau en Afrique est nettement en deçà des objectifs fixés pour répondre aux besoins sociaux et économiques croissants du continent. On estime qu'au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 doivent être investis pour atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) 6 sur l'eau et l'assainissement. Actuellement, seuls 10 à 19 milliards USD sont investis chaque année.

L'AIP vise à combler le déficit d'investissement en eau, en mobilisant au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 et en créant cinq millions d'emplois pour contribuer à la Vision Africaine de l'Eau 2025 et aux cibles des ODD liées à l'eau d'ici 2030.

L'AIP repose sur **cinq piliers** visant à **réduire le déficit d'investissement en eau en Afrique**:

- a) **Panel international de haut niveau de l'UA-AIP sur les investissements dans l'eau en Afrique** – Ce Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique a été créé en 2022, réunissant des Chefs d'État actuels et anciens ainsi que des leaders mondiaux. En 2023, le Panel a soutenu l'UA dans le développement et le lancement du rapport [Africa's Rising Investment Tide](#) et du [Plan d'Action pour l'Investissement dans l'Eau en Afrique](#), qui proposent des voies d'action concrètes pour aider les pays à mobiliser au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 pour la mise en œuvre de l'AIP.
- b) **Tableau de bord (Scorecard) des investissements en eau AIP-PIDA** – Le [Tableau de bord des investissements en eau AIP-PIDA](#) vise à améliorer la responsabilité mutuelle, la transparence et l'efficacité des financements et investissements hydriques. Cet outil aide les pays à suivre les progrès, établir des références, identifier les blocages et prendre des mesures pour répondre aux besoins en investissements hydriques de l'Afrique. Il a été adopté par l'AUDA-NEPAD en février 2022 et a été développé et testé dans 10 pays en 2023, avant son déploiement à l'échelle des États membres de l'UA.
- c) **Programmes d'investissement en eau aux niveaux régional et national** – L'AIP soutient les États membres de l'UA dans le développement de programmes nationaux d'investissement en eau, visant à combler le déficit d'investissement. De nombreux pays africains sont extrêmement vulnérables à la variabilité climatique et souffrent de capacités institutionnelles faibles, d'infrastructures hydriques inadéquates et de systèmes d'information insuffisants pour assurer une gestion efficace de l'eau. Les programmes nationaux d'investissement en eau visent à combler ces lacunes, en s'appuyant sur les enseignements tirés du Tableau de bord AIP-PIDA.
- d) **Facilité Internationale d'Investissement Mixte AIP** – L'AIP évaluera la nécessité d'une Facilité Internationale d'Investissement Mixte, pour aider les pays à mobiliser l'Aide Publique au Développement (APD) et des financements sous forme de subventions, afin de réduire les risques liés aux investissements hydriques prioritaires à travers divers instruments et sources financières innovants. Ceux-ci incluent les fonds souverains, garanties, financements commerciaux, investisseurs institutionnels, fonds de capital-investissement, fondations, investissements d'impact basés sur la valeur et financements climatiques.
- e) **Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles dans l'investissement en eau** – Le **Programme de Développement Climatique Transformateur pour l'Eau et le Genre (AIP WACDEP-G)** vise à développer des outils permettant aux gouvernements de traiter les inégalités systémiques dans la prise de décision, la planification et la mise en œuvre des investissements. Il favorise une approche transformatrice des institutions, structures et relations sociales. L'AIP WACDEP-G a été testé dans cinq pays africains entre 2020 et 2024, avec une prévision d'expansion à d'autres pays du continent.

## **2. Contexte du projet AU-AIP Multi-Country GCF Readiness**

La République du Mali fait partie des quinze (15) pays bénéficiaires de la première phase du Projet « Appui à la Préparation au FVC du Programme Multi-Pays de la Commission de l'Union Africaine pour Accélérer le Programme d'Investissement dans l'Eau (AU AIP Multi-Country GCF Readiness Project) ». Le projet est financé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour un montant total de Six Millions Cent Soixante Quatre Mille Cinquante Trois (6 164 053) Dollar US. Il est mis en œuvre par la Commission de l'Union Africaine à travers le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) en Afrique Australe (GWPSA) et l'Unité de Coordination du GWP en Afrique (UC-GWP Afrique).

L'objectif général du projet est de renforcer les capacités des pays participants à planifier les investissements en eau résilients au climat et à préparer des projets pour entreprendre des actions climatiques. Cet objectif sera atteint à travers les interventions suivantes:

- Renforcer la capacité des pays en matière de programmation des financements climatiques et d'accès direct aux ressources du GCF, avec un accent sur les actions climatiques liées à l'eau;
- Améliorer les cadres stratégiques de planification des investissements en eau résilients au climat, en développant des programmes d'investissement en eau;
- Développer les pipelines de projets nationaux, à travers l'élaboration de notes conceptuelles;
- Mettre en place une plateforme continentale de connaissances et d'investissement, pour faciliter l'apprentissage et les investissements en matière de sécurité de l'eau en Afrique.

## **3. Justification de la mission**

Ces dernières décennies, la croissance démographique (3,6 %/an) et les contraintes climatiques ont entraîné au Mali, une surexploitation et une dégradation de ressources naturelles y compris les ressources en eau du pays. Les deux tiers du pays sont arides et semi arides dominés par les problèmes de désertification. Les risques anthropiques et naturels se sont accrus avec l'intensification des effets des changements climatiques (sécheresses à répétition, inondations, vents forts, feux de brousse, déstabilisation du régime des pluies), et avec l'augmentation des niveaux de pollution des eaux de surface et des nappes phréatiques profondes près des lieux de concentration de population, réduisant ainsi la disponibilité de l'eau pour tous les usages avec un impact sur la vie aquatique dans les rivières, les lacs, et les aquifères.

Aujourd'hui, cette situation engendre la pénurie, le stress et la crise liés à l'eau dans le pays, amplifie et complique davantage les défis politiques, légaux, environnementaux, institutionnels, financiers et économiques auxquels le pays est confronté dans la gestion et le développement de leurs cours d'eau, lacs et aquifères. Cette situation touche de manière disproportionnée les personnes vulnérables et marginalisées, et accentue les inégalités entre les hommes et affecte les milieux naturels.

Cependant, le Mali, bien qu'ayant des politiques et stratégies nationales telles que le Plan d'action national d'adaptation (PANA) et la Politique nationale de l'eau, le Plan d'action national de gestion intégrée des ressources en eau (PANGIRE), etc. souffre d'un manque

crucial d'un documents sur les investissements résilients dans le secteur de l'eau pour améliorer considérablement la capacité du pays à mobiliser des financements adéquats et à mettre en œuvre des projets structurants pour assurer la sécurité en eau et la résilience climatique des communautés, des systèmes de production et des écosystèmes.

De ce qui précède, la République du Mali a prévu, dans le cadre de la mise en œuvre du projet AU AIP Multi-Country GCF Readiness, l'élaboration d'un Programme d'Investissement dans le secteur de l'Eau (PIE). Ce dernier englobe un Plan d'investissement du secteur de l'eau et sa stratégie de financement.

Pour ce faire, l'UC-GWP Afrique sollicite les services d'un (e) consultant(e) national(e) pour conduire la « Mission d'élaboration du Programme d'Investissement du secteur de l'Eau au Mali ».

Les présents termes de référence donnent un aperçu du contexte, des objectifs et des résultats attendus, de la méthodologie ainsi que des modalités de réalisation de la mission.

#### **4. Objectifs de la mission**

L'objectif général de la mission est de contribuer à la mobilisation des ressources financières pour la sécurité en eau et la résilience climatique au Mali à travers l'élaboration d'un Programme d'Investissement du secteur de l'Eau du Mali englobant le Plan d'Investissement et sa stratégie de financement.

De manière plus spécifique la consultation va consister à :

- entreprendre une revue documentaire ainsi que des entretiens avec des personnes ressources pour établir une vue d'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali assortie des problématiques principales, des défis majeurs à relever;
- définir et catégoriser, avec l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau, de l'assainissement et autres secteurs associés, les besoins d'investissement pour la sécurité en eau et la résilience climatique des communautés et des écosystèmes;
- identifier les idées de projets d'investissement dans le secteur de l'eau et autres secteurs connexes tels que l'agriculture, l'énergie, la santé, etc, en tenant compte des besoins identifiés et de l'utilisation des connaissances autochtones;
- proposer un budget pour chaque idée de projet d'investissement;
- estimer les sources de financement existantes pour évaluer le déficit de financement pour la mise en œuvre des projets d'investissement;
- déterminer les voies et les sources de financement pour combler le déficit financier ( y compris les programmes avec potentiel de collaboration);
- identifier les instruments financiers appropriés pour chacun de projets d'investissement;
- déterminer les actions nécessaires pour la mobilisation des financements et les responsabilités respectives des acteurs,
- élaborer avec et faire valider par les parties prenantes, la version provisoire du programme d'Investissement du secteur de l'Eau du Mali y compris les fiches de projets d'investissement, la feuille de route assortie d'un calendrier, la stratégie de financement,

ainsi que l'arrangement institutionnel et les modalités de mise en œuvre pour chaque projet.

- Organiser deux ateliers de consultation respectivement de discussion et de validation du Programme National d'Investissement dans le secteur de l'Eau (PNIE).

## **5. Résultats attendus de la mission**

Les principaux attendus de la mission sont:

- Un rapport de synthèse complet et détaillé, issu d'une revue documentaire et d'entretiens, présentant une vue d'ensemble du secteur au Mali, identifiant les principales problématiques et les défis majeurs.
- Un document consensuel, élaboré avec l'ensemble des acteurs, définissant les besoins prioritaires d'investissement pour la sécurité en eau et la résilience climatique des communautés et des écosystèmes.
- Un portefeuille de projets d'investissement, éligibles aux financements climatiques, prenant en compte les besoins identifiés et les connaissances autochtones.
- Des budgets détaillés et réalistes pour chaque idée de projet d'investissement.
- Une analyse précise des sources de financement existantes et une estimation du déficit financier pour la mise en œuvre des projets.
- Un rapport qui identifie les solutions pour combler le déficit financier identifié.
- Une liste des instruments financiers appropriés pour chaque source de financement identifiée.
- Un document qui détaille les actions nécessaires à la mobilisation des financements, ainsi que les responsabilités de chaque acteur.
- Un programme d'investissement sectoriel de l'eau au Mali, validé par les parties prenantes, comprenant:
  - Les fiches de projets d'investissement finalisées.
  - Une feuille de route détaillée avec un calendrier de mise en œuvre.
  - Une stratégie de financement opérationnelle.
  - Un arrangement institutionnel clair et des modalités de mise en œuvre définies pour chaque projet.

## **6. Mandat du/de la consultant(e) national(e)**

Les principales tâches du/de la consultant(e) national(e) sont les suivants:

- **Mission Générale:**

La mission principale du consultant est d'élaborer un programme d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au changement climatique et assurer son inclusion dans la programmation nationale du FVC.

- **Responsabilités et Tâches Spécifiques:**

- élaborer et faire valider le rapport de démarrage, comprenant entre autres, la note méthodologique approfondie, y compris le chronogramme d'exécution détaillé ainsi que la structuration de la rédaction de chacun des livrables attendus de la mission, etc.;
  - appuyer l'organisation de la réunion de lancement des parties prenantes pour examiner la feuille de route du processus;
  - partir de la revue documentaire et des entretiens avec des personnes ressources pour établir une vue d'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali assortie des problématiques principales, des défis majeurs à relever;
  - préparer et tenir des réunions avec le groupe technique national d'experts identifiés pour:
    - enrichir la vue d'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement au Mali ainsi que les problématiques principales, les défis majeurs à relever qui en sont dégagés;
    - définir avec l'ensemble des parties prenantes du secteur de l'eau et les autres secteurs connexes, les besoins d'investissement pour la sécurité en eau et la résilience climatique au Mali;
    - identifier ensemble avec les parties prenantes du secteur, les principales idées de projets d'investissement dans l'eau, l'assainissement et l'environnement qui sont éligibles au financement climatique dans le pays, en tenant compte de l'utilisation des connaissances autochtones;
    - entreprendre des évaluations financières sur les idées de projets afin d'identifier les instruments financiers appropriés pour chaque projet;
  - élaborer le draft du programme d'investissement dans le secteur de l'eau, y compris les fiches de projets d'investissement, la feuille de route assortie d'un calendrier, la stratégie de financement et l'arrangement institutionnel de mise en œuvre pour chaque projet;
  - présenter et faire valider par les membres du groupe de travail, le draft du programme d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au climat;
  - appuyer la préparation et l'animation de l'atelier d'amendement et de validation du programme d'investissement;
  - élaborer les supports de présentation du programme d'investissement dans l'eau résiliente au changement climatique;
  - élaborer le rapport de mission n capitalisant tout le processus.
1. Dialogue et Consultation:
    - Établir des contacts avec les autorités gouvernementales, les partenaires techniques et financiers, la société civile et les autres parties prenantes clés.
    - Organiser des réunions et des ateliers pour présenter le PNIE, expliquer son contexte, ses objectifs et ses résultats attendus, et recueillir les contributions des participants.
    - Assurer une communication transparente et une compréhension commune du processus.
  2. Identification des Parties Prenantes:
    - Établir une cartographie complète des acteurs impliqués dans la gestion de l'eau au Mali.

- Déterminer les rôles et les responsabilités de chaque partie prenante dans la préparation et la mise en œuvre du PNIE.
- 3. Analyse des Documents Existants:
  - Examiner les politiques, stratégies, études et rapports pertinents sur le secteur de l'eau au Mali, y compris le PANA et la Politique nationale de l'eau.
  - Identifier les lacunes en matière d'information et les études complémentaires nécessaires.
- 4. Développement du PNIE:
  - Sur la base des consultations et des analyses, élaborer le document du PNIE.
  - S'assurer que le document du PNIE est conforme aux objectifs de développement durable, et aux objectifs nationaux.
  - S'assurer que le plan d'action du PNIE est réaliste et réalisable.
- 5. Planification et Organisation:
  - Définir les étapes, le calendrier et les modalités de préparation du PNIE.
  - Proposer un dispositif institutionnel pour la mise en œuvre du plan.
  - Convenir des rôles et des responsabilités de chaque acteur durant toutes les phases du projet.
  - Planifier les activités de préparation du PNIE.
- 6. Validation du PNIE:
  - Organiser des ateliers de validation du PNIE avec l'ensemble des parties prenantes.
  - Intégrer les commentaires et les suggestions des parties prenantes dans la version finale du PNIE
- 7. Soutien au Programme d'Investissement Continental:
  - Discuter et affiner la manifestation d'intérêt du Mali dans le cadre du programme d'investissement continental de l'Union africaine.

## **7. Livrables attendus**

- Livrable 1: Rapport de démarrage, comprenant entre autres, la note méthodologique approfondie, y compris le chronogramme d'exécution détaillé ainsi que la structuration de la rédaction de chacun des livrables attendus de la mission, etc.;
- Livrable 2: Comptes rendus de réunions et d'ateliers de consultation des parties prenantes;
- Livrable 3: Versions provisoire et finale des projets d'investissement identifiés;
- Livrable 4: Versions provisoire et finale de l'analyse financière des idées de projets présentant les instruments financiers appropriés pour chaque projet,
- Livrable 5: Versions provisoire et finale du programme d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au climat y compris la feuille de route assortie d'un calendrier, la stratégie de financement et l'arrangement institutionnel de mise en œuvre pour chaque projet.

**Tous les livrables seront fournis en langue française dans leur version provisoire et en langue française et anglaise dans leur version finale. P.S. Le consultant doit tenir compte de cet effort de traduction des livrables dans son offre.**

## 8. Démarche méthodologique de conduite de la mission

Le(la) Consultant(e) devra proposer, dans le rapport de démarrage, une démarche méthodologique appropriée avec un chronogramme bien précis pour l'exécution de la mission qui sera amendée et validée par les partenaires du projet lors de la réunion de cadrage.

La méthodologie adoptée dans le cadre de cette mission devra garantir une approche rigoureuse, participative et basée sur des preuves, afin d'assurer la pertinence et l'efficacité des activités mises en œuvre.

L'approche méthodologique doit être structurée, inclusive et axée sur les résultats, en intégrant les aspects suivants:

- **Analyse documentaire et revue des données existantes:** Collecte et analyse des documents stratégiques, rapports, politiques et cadres institutionnels pertinents liés à la mission.
- **Consultations multi-acteurs:** Organisation d'entretiens et de discussions avec les parties prenantes clés (gouvernement, secteur privé, société civile, institutions financières, communautés locales, etc.).
- **Approche participative et inclusive:** Implication des acteurs nationaux et régionaux à travers des ateliers de concertation, des réunions techniques et des sessions de validation.
- **Prise en compte des bonnes pratiques et des expériences comparatives:** Benchmarking des initiatives similaires mises en œuvre dans d'autres pays ou régions pour enrichir les recommandations.
- **Appropriation Nationale:** Assurer que les parties prenantes nationales, y compris les institutions gouvernementales, le secteur privé, la société civile et les communautés locales, jouent un rôle actif dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des initiatives.

## 9. Exigences en matière de suivi/ rapports

Livrables	Nombre de jours	Pourcentage du montant total pour chaque produit livrable
Rapport de démarrage, comprenant entre autres, la note méthodologique approfondie, y compris le chronogramme d'exécution détaillé ainsi que la structuration de la rédaction de chacun des livrables attendus de la mission, etc.;	5 jours après la signature du contrat	20%
Comptes rendus de réunions et d'ateliers de consultation des parties prenantes;	20 jours de travail	



Versions provisoire et finale des projets d'investissement identifiés	10 jours de travail	50%
Versions provisoire et finale de l'analyse financière des idées de projets présentant les instruments financiers appropriés pour chaque projet	5 jours de travail	
Versions provisoire et finale du programme d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au climat y compris la feuille de route assortie d'un calendrier, la stratégie de financement et l'arrangement institutionnel de mise en œuvre pour chaque projet.	5 jours de travail	30%

## 10. Profil du/de la consultant(e)

il est recherché un(e) Consultant(e) national(e) ayant le profil ci-après:

- être titulaire d'un diplôme universitaire avancé (Master, ou Doctorat) en économie, finance, gestion de l'environnement, ressources en eau, changement climatique, ou domaine connexe;
- avoir au moins 5 ans d'expériences dans la facilitation de dialogues de politiques publiques/d'engagement de parties prenantes
- Une expérience pertinente en matière d'évaluation des besoins d'investissement, et de développement de plans d'action/d'investissement dans l'eau, les ressources naturelles ou domaines connexes
- avoir une bonne connaissance des mécanismes de financement, des instruments et des arrangements institutionnels associés relatifs à l'aide au développement, les financements domestiques et les financements climatique, notamment le GCF, le Fonds d'Adaptation, le FEM, etc.;
- avoir une expérience avérée dans l'élaboration des documents stratégiques nationaux comme des stratégies, des politiques et de lignes directrices;
- avoir de solides compétences à travailler avec des organisations internationales, des organisations bilatérales de développement, des OSC ou le secteur privé.;
- avoir une expérience dans l'élaboration des fiches de projets dans le secteur de l'eau ou autres secteurs connexes est souhaitée;
- avoir des capacités de recherche et d'analyse sont essentielles.

- Avoir une maîtrise parfaite du français. La maîtrise de l'anglais parlé et écrit est un grand atout.

#### **11. Autres compétences exigées**

- **Professionalisme:** Capacité à planifier son propre travail et à gérer des priorités conflictuelles. Fait preuve de persévérance face à des problèmes ou des défis difficiles et reste calme dans des situations stressantes. Prend la responsabilité d'intégrer les perspectives de genre et de garantir la participation égale des femmes et des hommes dans tous les domaines de travail.
- **Communication:** Parle et écrit clairement et efficacement et fait preuve d'ouverture en partageant des informations et en tenant les gens informés.
- **Travail d'équipe:** Travaille en collaboration avec des collègues et des partenaires afin d'atteindre les objectifs de la mission.
- **Planification et organisation:** Développer des objectifs clairs qui sont cohérents avec les résultats attendus de la mission; identifier les activités prioritaires et allouer le temps et les ressources nécessaires à la réalisation du travail; utiliser le temps de manière efficace.
- **Responsabilité:** Assume toutes ses responsabilités et honore ses engagements; fournit les résultats dont il est responsable dans le respect des normes de temps, de coût et de qualité prescrites; agit en conformité avec les règles et règlements de l'organisation.
- La connaissance des questions de coopération technique et de développement est un avantage.
- Maîtrise parfaite de Word, Excel, PowerPoint, du courrier électronique et d'Internet.
- Capacité à effectuer la collecte et l'analyse de données en utilisant diverses méthodes.
- Bonne capacité en production de rapport avec d'excellentes compétences structurelles et rédactionnelles
- • Avoir une bonne maîtrise du Français et, connaissance de l'Anglais, serait un atout

#### **12. Durée de la mission**

La durée proposée pour la présente mission est de 45 hommes-jours au total répartis sur une période calendaire de 03 mois à partir de l'ordre de service de commencer, jusqu'à la remise des livrables finaux de la mission.

#### **13. Présentation des offres de soumission**

Les consultant(e)s intéressé(e)s et ayant les qualifications et expériences requises, sont invité(e)s à soumettre leur proposition comprenant une offre technique et une offre financière complètes, conformément aux présents termes de référence.

Les offres rédigées en langue française devront comporter, entre autres, les pièces suivantes:

#### **Pour l'offre technique:**

- une lettre de soumission datée et signée, mentionnant la disponibilité immédiate
- une lettre de soumission datée et signée, mentionnant la disponibilité immédiate du/de la consultant(e), adressée à Monsieur le Secrétaire Exécutif du GWPSA;
- la compréhension et les observations sur les termes de référence;
- la méthodologie détaillée, envisagée pour la réalisation de la mission, décrivant les étapes, méthodes et outils proposés pour la production de chacun des livrables attendus;
- le chronogramme détaillé des activités à mener pour chaque livrable;
- le Curriculum Vitae détaillé soutenu des expériences en lien avec la mission, les preuves nécessaires et les diplômes du(de la) Consultant(e);
- une liste de missions similaires (avec les références du commanditaire, attestations de bonne fin d'exécution) du(de la) Consultant(e);
- Une déclaration sur l'honneur (Annexe 3) dûment remplie par le(la) Consultant(e).

#### **Pour l'offre financière:**

- la lettre de soumission datée et signée et indiquant le montant de l'offre en chiffres et en lettres (Cf. Annexe 1);
- un budget détaillé en lien avec les honoraires et frais ventilés par Homme/jour et par unité selon le cadre de présentation du budget (Cf. Annexe 2).

#### **14. Dépôt des offres de soumission**

- Votre offre doit nous parvenir au plus tard le **26/05/2025** à 17.00 heures (heure de Bamako) uniquement par email à:
  - M. Amidou Goita, Point focal & GCF NDA, MALI, [amidougoita@gmail.com](mailto:amidougoita@gmail.com);
  - Daouada Traore, Directeur National Adjoint DNH, [hydrauliquemali.dna@gmail.com](mailto:hydrauliquemali.dna@gmail.com); [ddsspdnh@gmail.com](mailto:ddsspdnh@gmail.com); [tdchirac@hotmail.com](mailto:tdchirac@hotmail.com)
  - M. Adama Bagayoko, Coordinateur Technique National, [adama.bagayoko@aipwater.org](mailto:adama.bagayoko@aipwater.org)
  - M. Maxime Teblekou, Chef de programme GWP-AO, [maxime.teblekou@gwpao.org](mailto:maxime.teblekou@gwpao.org)
  - Avec copie à Julienne Ndjiki, Regional Programme Officer, West & Central Africa, [julienne.ndjiki@gwpsaf.org](mailto:julienne.ndjiki@gwpsaf.org)

#### **15. Evaluation des offres**

La sélection des offres se fera en deux étapes: une première étape relative à l'évaluation des offres techniques suivie d'une seconde étape relative à l'évaluation des offres financières.

## Offres techniques

L'évaluation et la comparaison des offres techniques se feront séparément et indépendamment de toute considération financière. Elles seront notées sur **100 points sur la base des critères mentionnés dans le tableau ci-dessous**.

Pour être éligible, l'offre technique du soumissionnaire doit obtenir la note minimale de 70 sur 100.

## Offres financières

L'évaluation financière ne concernera que les offres des soumissionnaires pré-qualifiés après l'évaluation technique.

**Les notes des offres financières (Nf) seront calculées comme suit:**

**Nf = 100 x Fm/F**, avec:

- **Nf**: Note financière du soumissionnaire;
- **Fm**: Proposition financière la plus basse des offres retenues techniquement;
- **F**: Proposition financière du soumissionnaire.

## Évaluation finale

Les offres seront classées en fonction de leur note globale (NG) selon la formule suivante:

**NG = [Nt x (70%)] + [Nf x (30%)]** avec:

- NG: Note globale;
- Nt: Note technique;
- Nf: Note financière.

Le choix du de la) Consultant(e) sera porté sur l'offre ayant obtenu la note globale (NG) la plus élevée.

**Tableau: Barème de notation de l'offre technique**

Éléments	Points
<b>Compréhension et observations sur les termes de référence de la mission</b>	10
<b>Cohérence et pertinence de l'approche méthodologique et du chronogramme d'exécution de la mission</b>	40
<b>Références techniques du (de la) Consultant(e) nationale(e)</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Diplômes exigés (10)</li><li>• Nombre d'années d'expérience professionnelle à partir de l'année d'obtention du diplôme exigé (10)</li><li>• Expériences avérées de conduite de missions similaires (20)</li><li>• Connaissance du secteur de l'eau au Mali (5)</li><li>• Expérience de conduite de processus multi-acteurs (5)</li></ul>	50
<b>Total</b>	100